**EXPRESSION D’INTÉRÊT POUR LA CARTOGRAPHIE ET IDENTIFICATION DE PROGRAMMES DE LA CEDEAO ET RÉSEAUX SOCIAUX EN VUE D’UNE COLLABORATION, ET ENGAGEMENT AUX NIVEAUX NATIONAL ET RÉGIONAL.**

**CONTEXTE**

La Fédération d’ActionAid International est une organisation mondial engagé à la lutte contre la pauvreté et l'injustice. Ayant une forte présence dans plus de 70 pays au monde avec 45 bureaux opérationnelle, dont 19 soit en Afrique, ActionAid soutient les communautés à développer des solutions durables et autochtone pour relever les défis auxquels elles sont confrontées. En défendant la justice sociale et les droits humains, ActionAid s’efforce de créer un monde plus équitable et inclusif pour tous.

 La Fédération AAI met en œuvre stratégie mondial de 2018 à 2028, elle dans sa troisième tranche de la mise en œuvre de cette stratégie (2025-2028) avec quatre priorités interdépendantes : Changement systèmique pour le justice climatique, changement systèmique pour la justice Économique, changement systèmique humanitaire et de développement, et changement systèmique pour les droits des femmes et les alternatives féministes. ActionAid s'engage à répondre aux enjeux urgents et interconnectés du changement climatique et de la dégradation de l'environnement. Grâce à des initiatives qui promeuvent des pratiques durables et résilientes au changement climatique, défendent les droits des communautés touchées par les crises climatiques et tiennent les gouvernements et les entreprises responsables de leurs politiques et pratiques environnementales, ActionAid mène un changement systémique vers un environnement mondial plus durable et plus équitable. Dans le cadre de son programme « Changement de système pour la justice économique », ActionAid s'engage à remettre en question et à transformer les inégalités structurelles qui prolongent la pauvreté et l'injustice économique dans le monde. En plaidant pour la justice fiscale, la justice en matière de dette, la fin de l'austérité, des salaires équitables, des conditions de travail décentes et une répartition équitables des ressources grâce à des services publics de qualité, ActionAid vise à créer des systèmes économiques qui accordent la priorité au bien-être et aux droits de tous, en particulier des personnes marginalisées et défavorisées. Tout notre travail met fortement l'accent sur les droits des femmes et des jeunes, en recherchant des alternatives féministes et justes au système actuel.

Grâce à des partenariats avec des organisations locales et des mouvements populaires, ActionAid s'efforce d'amplifier la voix des personnes les plus marginalisées et défavorisées, en favorisant un changement et une transformation durables.Les activités, la stratégie de changement et l'influence d'ActionAid ont toujours consisté à créer et à collaborer avec des mouvements sociaux et des alliés afin d'inciter les citoyens à agir pour mettre fin à la pauvreté et à l'injustice.

À l’aise de rassemblements radicaux et des actions de plaidoyer sur des points sensibles qui ciblent le gouvernement et secteur privé en vue d'un changement durable, ActionAid soutient l'émergence de mouvements et de groupes critiques, renforcent les mouvements existants pour obtenir des résultats et crée un espace catalytique et propice au changement.

En Afrique, ActionAid International cherche à unifier ses programmes nationaux, ses associés et ses affiliés. Pour ce faire, l'un des moyens clés consiste à s'engager auprès des principaux blocs ou institutions sous-régionaux et régionaux, notamment la CEDEAO, la SADC, la CAE et l'Union africaine, entre autres. Grâce à un engagement constructif, à des actions de plaidoyer et à notre influence, nous espérons faire progresser le changement des systèmes en matière de justice climatique, économique, humanitaire et de genre.

# JUSTIFICATION

 ActionAid cherche à étendre sa portée et son influence dans l’espace civique africain et mondial en identifiant et analyser organisations clé et parties prenantes que Nous partageons une vision similaire, en vue de construire des relations et des partenariats solides. D’abord nous devons mener une analyse des parties prenantesr afin de nous aider à établir des relations clés et à créer des voies de collaboration qui s'avéreront utiles pour la mobilisation des ressources et amélioreront la synergie entre ActionAid et d'autres organisations. ActionAid est consciente que le changement de systèmique nécessitera de travailler et plaidoyer auprès des gouvernements et les législateurs. C'est pourquoi, dans le cadre de notre travail en Afrique de l'Ouest, nous souhaitons entailler notre collaboration avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en tant qu'organisme politique et économique. Une cartographie approfondie des parties prenantes de la commission nous aidera à mieux positionner dans la sous-région.

ActionAid cherche à élargir son influence au sein de l'espace civique africain et mondial en identifiant et en mobilisant les organisations et parties prenantes clés partageant des valeurs et des objectifs similaires. L'établissement de partenariats solides renforcera l'impact collectif, la mobilisation des ressources et les efforts de plaidoyer. Pour y parvenir, une analyse des parties prenantes est essentielle, car elle guidera le développement de relations stratégiques et de collaborations favorisant la synergie entre ActionAid et les autres acteurs.

Consciente qu'un changement systémique durable nécessite un engagement constructif auprès des gouvernements et des décideurs politiques, ActionAid souhaite particulièrement renforcer sa collaboration avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). En tant qu'organisme principale en politique et économique de la sous-région, la CEDEAO joue un rôle essentiel dans l'élaboration des politiques qui influencent le développement, la gouvernance et la participation citoyenne. Une cartographie approfondie des parties prenantes de la Commission de la CEDEAO permettra à ActionAid de mieux se positionner comme un partenaire crédible, de renforcer son influence en matière de plaidoyer et de contribuer significativement au programme d'intégration régionale et de développement en Afrique de l'Ouest.

# LE APPEL

ActionAid recherche les services d'un consultant ou d'une organisation de conseil, pour réaliser une cartographie stratégique du modèle/cadre institutionnel de la CEDEAO, des acteurs et des partenaires actuellement engagés dans ses programmes, ses politiques et recommander des stratégies réalisables qui guident l'engagement d'ActionAid avec la CEDEAO.

# OBJECTIFS​ DE LE RECHERCHE.

Le but de cette consultation est à:

1. Réaliser une cartographie institutionnelle de la structure et du modèle de gouvernance de CEDEAO, qui comprend ses Commissions, ses directions, agences spécialisées , ses comités, ses groupes de travail et ses organes consultatifs. Clarifier les canaux décisionnels et les points d'entrée possibles pour ActionAid dans les cas formels et informels. Le consultant ou le cabinet de conseil catégorisera plus précisément les acteurs au sein des institutions de la CEDEAO qui détiennent des pouvoirs décisionnels ou techniques dans les domaines thématiques pertinents, et dressera la liste des parties prenantes externes telles que les organisations de la société civile (OSC) et les réseaux qui collaborent actuellement avec la CEDEAO, les partenaires de développement (par exemple, les agences des Nations unies, les organes de l'UA et les banques régionales de développement).
2. Réaliser une cartographie stratégique des acteurs et des partenaires actuellement engagés auprès de la CEDEAO dans quatre domaines de programme clés, notamment :
	1. Agroécologie
	2. Justice Climatique – L'impact croissant du changement climatique et les problèmes environnementaux se manifestent par des conditions météorologiques défavorables, l'insécurité alimentaire, le climat et l'inégalité des sexes.
	3. La justice économique (fiscalité, dette, austérité) axée sur des services publics sensibles au genre
	4. Gouvernance démocratique et espace civique
	5. Politique humanitaire
3. Examiner les cadres politiques et les instruments pertinents de la CEDEAO qui guident l'engagement des partenaires avec la commission et recommander des stratégies de collaboration. Le consultant ou le cabinet de conseil se concentrera sur les politiques, protocoles, stratégies et cadres de la CEDEAO pertinents pour les principaux domaines programmatiques d'ActionAid.
4. Identifier les plateformes citoyennes régionales (mouvements, réseaux et coalitions) qui sont pertinentes pour l’orientation stratégique actuelle d’ActionAid et recommander un mode d’entrée au niveau régional et local.
5. Synthétiser la littérature existante sur le domaine thématique identifié ci-dessus au moyen d'une étude documentaire et la rassembler dans un rapport concis.

# PRINCIPAUX RÉSULTATS ATTENDUS

Les principaux résultats attendus de cette recherche comprendront :

1. Un rapport initial présentant la compréhension du consultant quant à cet engagement de recherche, un plan de travail détaillé et les outils développés pour l'engagement.
2. Un rapport complet détaillant les résultats de l'enquête, y compris une liste complète des acteurs et des réseaux avec leurs contacts s'engageant avec la CEDEAO conformément aux domaines prioritaires clés d'ActionAid (agroécologie, justice climatique, justice économique - y compris la fiscalité, la dette et l'austérité, les services publics sensibles au genre, les droits des femmes et les alternatives féministes) dans la région.
3. Inventaire des programmes que la CEDEAO met en œuvre dans le région et qui correspondent aux domaines prioritaires d’Action Aid.
4. Cadres politiques de la CEDEAO et instruments pertinents qui guident l'engagement des partenaires
5. Un rapport concis de la littérature existante sur nos domaines thématiques identifiés.
6. Recommandations clés pour l'engagement d'ActionAid auprès de la CEDEAO et d'autres réseaux identifiés.
7. Une présentation PowerPoint récapitulative sur la recherche mettant en évidence les principales conclusions.
8. Liste des plateformes citoyennes régionales organisées identifiées (mouvements, réseaux et coalitions), leurs contacts et comment s'engager avec elles à différents niveaux .

# MÉTHODOLOGIE

La recherche impliquera une approche méthodologique mixte, comprenant par exemple : une analyse documentaire de données secondaires (par exemple, la documentation des organisations concernées ), ainsi que des données primaires supplémentaires collectées lors d'entretiens avec des informateurs clés, de discussions de groupe et/ou d'enquêtes avec des visites à la Commission de la CEDEAO (avec la possibilité d'avoir un point focal basé au Nigéria pour assister le consultant lors de cette visite, si celui-ci n'est pas basé au Nigéria). L'examen impliquera un processus de consultation approfondi avec les principaux points focaux au sein de la CEDEAO ainsi qu'avec d'autres parties prenantes. Au niveau régional, la recherche sera menée en collaboration avec les points focaux clés de la Commission, les institutions et les partenaires travaillant avec la CEDEAO aux niveaux étatique, national et régional. Une méthodologie similaire sera appliquée aux plateformes citoyennes régionales.

# APERÇU DU RAPPORT DE RECHERCHE

Le rapport d'évaluation finale ne doit pas dépasser 30 pages (hors annexes)

1. Page de couverture (titre du rapport de recherche, date)
2. Table des matières
3. Résumé exécutif de 4 pages maximum décrivant l'objectif principal de la recherche, les principaux points d'analyse, les principales conclusions et recommandations
4. Une introduction décrivant le contexte du projet de recherche.
5. But et objectifs de la recherche.
6. Cadre théorique et conceptualisation des Commissions, programmes, politiques et cadres de la CEDEAO et des partenaires.
7. Méthodologie/approche, enjeux éthiques et limites de la recherche.

VII. Méthodologie/approche, questions éthiques et limites de la recherche.

1. Principales conclusions et présentation

IX : Recommandations

X. Annexes : détails des outils de collecte de données, calendrier des visites de terrain et des réunions ; liste des personnes interrogées ; bibliographie des principaux documents consultés ; termes de référence pour l'examen.

**Aperçu du rapport d'examen final**

**Page de couverture**

* Titre du rapport de recherche
* Sous-titre (le cas échéant)
* Nom(s) de l'auteur(s)/consultant(s)
* Organisme commanditaire (ActionAid, etc.)

**Table des matières**

**Résumé (max. 4 pages)**

* Objectif de la recherche
* Portée et objectifs
* Aperçu de la méthodologie
* Principaux points d'analyse
* Principales conclusions
* Principales conclusions
* Recommandations prioritaires

**1. Introduction**

* Contexte et justification de la recherche
* Bref aperçu du mandat de la CEDEAO et de l'importance de ses cadres pour les priorités d'ActionAid
* Questions contextuelles (intégration régionale, gouvernance, engagement de la société civile)
* Structure du rapport

**2. But et objectifs de la recherche**

* Objectif général
* Objectifs/questions spécifiques auxquels la recherche cherchait à répondre

**3. Cadre théorique et conceptualisation**

* Cadre conceptuel appliqué (intégration régionale, gouvernance, cadres institutionnels, etc.)
* Compréhension du modèle institutionnel de la CEDEAO (Commission, Parlement, Cour de justice, agences spécialisées, etc.)
* Conceptualisation des programmes, politiques et cadres de la CEDEAO pertinents pour ActionAid
* Cartographie des partenaires, des acteurs et des parties prenantes

**4. Méthodologie et approche**

* Conception de la recherche (revue documentaire, entretiens, cartographie des parties prenantes, études de cas, etc.)
* Méthodes d'échantillonnage et de ramassage de données
* Techniques d'analyse de données
* Considérations éthiques
* Limites de l'étude

**5. Principales conclusions**

* Cadre institutionnel de la CEDEAO
* Analyse des programmes et des politiques pertinents pour les domaines prioritaires d'ActionAid (par exemple, l'égalité des sexes, l'autonomisation des jeunes, la gouvernance, le climat, les moyens de subsistance, etc.)
* Partenaires et acteurs actuels de la CEDEAO
* Opportunités et lacunes dans l'engagement d'ActionAid
* Aperçus comparatifs des stratégies d'engagement d'autres OSC
* Risques et défis identifiés

**6. Conclusions**

* Résumé des principales conclusions
* Implications pour l'engagement d'ActionAid auprès de la CEDEAO
* Leçons apprises

**7. Recommandations**

* Points d'entrée stratégiques pour ActionAid dans les processus de la CEDEAO
* Approches d'engagement et partenariats suggérés
* Opportunités en matière de politiques et de plaidoyer
* Mécanismes de suivi et de maintien de l'engagement
* Prochaines étapes pratiques (court terme, moyen terme, long terme)

**Annexes (non incluses dans la limite de 30 pages)**

* Annexe 1 : Termes de référence ( TdR )
* Annexe 2 : Liste des informateurs clés/parties prenantes consultés
* Annexe 3 : Outils de recherche (par exemple, guides d'entretien)
* Annexe 4 : Tableaux/matrices de mappage détaillés
* Annexe 5 : Références et bibliographie

# PROFIL REQUIS POUR LE CONSULTANT

Le consultant ou le cabinet de conseil doit posséder une bonne compréhension et une expérience pratique du développement, notamment des compétences avancées en analyse d'impact, cartographie des parties prenantes, démocratie et gouvernance, gestion des relations à l'échelle régionale et mondiale, influence politique et plaidoyer. Le consultant ou le cabinet doit :

* Être titulaire d'un diplôme d'études supérieures en politique publique, en développement international, en sciences politiques, en économie, en planification régionale, en droit ou dans un domaine connexe des sciences sociales

au moins un minimum.

* Avoir au moins 7 ans d'expérience dans la réalisation d'une telle mission et une capacité d'analyse d'impact (un rapport de ce travail effectué au cours des 4 dernières années est une preuve requise qui doit être envoyée avec la déclaration d'intérêt)
* Posseder d'excellentes compétences en animation et en rédaction (en restant simple)
* Maitriser l’informatique et être capable d'appliquer efficacement Microsoft Office et d'autres outils d'analyse
* Avoir une maîtrise de l’architecture institutionnelle, du mandat et des stratégies thématiques de la CEDEAO.
* Connaissance des cadres d’intégration régionale, des objectifs de développement durable (ODD) et de l’Agenda 2063 de l’Union africaine.
* Posséder une connaissance pratique de la deuxième langue officielle de la CEDEAO (anglais et/ou français) est un atout majeur.
* Posséder de compétences solides en communication et en engagement des parties prenantes.
* Avoir une expérience préalable auprès des institutions de la CEDEAO ou sur des projets régionaux en Afrique de l’Ouest.

**Qualifications et exigences du consultant**

Le consultant devra posséder une expertise solide et une expérience avérée en développement, avec des compétences pointues en analyse d'impact, cartographie des parties prenantes, démocratie et gouvernance, gestion des relations (régionales et mondiales), influence politique et plaidoyer. Plus précisément, le consultant devra :

1. **Qualifications académiques**
* Posséder un diplôme d’études supérieures en politique publique, en développement international, en sciences politiques, en économie, en planification régionale, en droit ou dans un domaine connexe des sciences sociales.
1. **Expérience professionnelle**
* Avoir un minimum de 7 ans d'expérience dans la réalisation de missions similaires.
* Démontrer sa capacité à réaliser des analyses d'impact (un rapport sur un travail similaire réalisé au cours des deux dernières années doit être joint à la manifestation d'intérêt).
* Une expérience préalable auprès des institutions de la CEDEAO ou sur des projets régionaux en Afrique de l’Ouest constituera un atout majeur.
1. **Compétences et aptitudes.**
* Excellentes compétences en animation et en rédaction, avec la capacité de présenter des informations complexes de manière simplifiée et accessible.
* Solides connaissances informatiques, avec une maîtrise de Microsoft Office et d’autres outils d’analyse.
* Capacité avérée en matière d’engagement des parties prenantes et de communication efficace.
* Compréhension approfondie de l’architecture institutionnelle, du mandat et des stratégies thématiques de la CEDEAO.
* Des connaissances solides en cadres d’intégration régionale, des Objectifs de développement durable (ODD) et de l’Agenda 2063 de l’Union africaine.
* La connaissance pratique d’une deuxième langue officielle de la CEDEAO (anglais et/ou français) sera considérée comme un atout majeur.

# Calendrier

* La recherche sera menée pendant une période de 25 jours. Le calendrier est basé sur les résultats attendus ci-dessus et s'étend sur une période de 60 jours entre le début et la fin.

# Conditions de soumission

* Les personnes/cabinets de conseil intéressés doivent soumettre une proposition narrative et financière pour mener à bien cette tâche,en précisant le nombre de jours et leur capacité à travailler à distance pour mener à bien cette tâche, y compris en se rendant à la CEDEAO ou en ayant un contact basé au Nigeria pour effectuer la visite.
* La soumission doit être effectuée au plus tard le vendredi, 31st **Octobre2025**
* Les candidatures doivent être rédigées en anglais ou en français.
* Toutes les candidatures doivent être envoyée à procurement.nigeria@actionaid.org

**Conditions de soumission**

Les personnes intéressées et qualifiées sont invitées à soumettre une proposition technique (narrative) et financière pour réaliser cette mission. La proposition devra clairement indiquer :

* Compréhension de la mission et de l’approche proposée.
* Nombre de jours nécessaires pour réaliser la tâche.
* Capacité et dispositions pour travailler virtuellement dans le cadre de la réalisation de la mission.
* Proposition financière, classée par éléments de coût clés.

**Exigences relatives à la soumission.**

* Date limité : vendredi 31 octobre 2025
* Langue : Toutes les soumissions doivent être en anglais ou en français.
* Adresse de soumission :Les propositions doivent être soumises par courrier électronique à : procurement.nigeria@actionaid.org

Les soumissions tardives ne seront pas prises en compte.